

Rapport  
Van: KA.RA  
Aan: H.B.  
N<sup>o</sup>: E 1491

Onderwerp: Franse communistische pers  
in October 1951.

NIET O.K.
ACD/4B
DAT: 23/12/51
PAR: 49

6.15	6.15-
09.24-05.21	09.24
12 DEC. 1951	
ACD/125320	

U gelieve hierbij aan te treffen om  
te behouden het dezerzijds van SARDINE  
ontvangen overzicht van de Franse commu-  
nistische pers over October 1951.

11-12-1951.

No: 0588

Date: 9.11.51.

FRANCE

Communism

Review of the Communist Press in France - October 1951

SUMMARY

PART I - GENERAL paras 1 - 11

PART II - Central Committee meeting, October 18th - paras 12 - 18

LECOEUR's report: analysis of cantonal election results - responsibility of central committee members towards the Federations - the decision to organise a 'press month', Nov. 15 - Dec. 15 - the duty of ideological self-education - the works of Maurice THOREZ(12 - 13).

- CASANOVA on signatures for the Peace Pact(14) - BILLOUX on ideological self-education(15).

- DUCLOS' closing speech: the party and the army - popularising the Soviet Union - the fascist danger - the Peace Movement - the "Press Month"(16)

Central Committee's final resolution(17) and directives for the organisation of the 'press month'(18).

PART III - INTERNAL PROBLEMS - paras 19 - 22

A scheme for ideological self-education, systematically conducted throughout the party(19) - application of scheme to the Seine Federation(20 - 21) - CGT Schools(22)

PART IV - TACTICS

A. Cantonal Electoral Campaign(paras 23 - 25)

B. Pro-Soviet Propaganda(para 26)

C. Contradictions in the Western Camp(Persia, Egypt, Vatican) (paras 27 - 29)

D. Campaign against rearmament: Meeting of the Conférence Nationale Ouvrière contre le réarmement allemand, Nov 4th (para 30)

E. The Peace Movement, (paras 31 - 32)

Plans for local departmental and national "Peace Sessions"(31)

The organisation of the Peace Movement in France(32)

F. Unity of action - paras 33 - 40

The CFTC negotiates with the CGT on the one hand and the Force Ouvrière on the other(33 - 35) - FRACHON on Unity(36) -

TOLLET on progress in the Paris region(37) - formation of

sections syndicales uniques(38) - congress of the Paris

region trades unions(39) - F.N.D.I.R.P. activity(40)

G. Economic Issues: "La Grève des examens"(para 41)

H. Propaganda among teachers: New PCF monthly "L'Ecole et la Nation" - para 42.

PART V - Colonial Issues (paras 43 - 46)

A. Mass action in favour of the "14 de Lyon"(para 43)

B. The Front Algérien(para 44)

C. Algerian Communist Party(para 45)

D. Trade Union meeting at BAMAHO(para 46)

PART VI - International Contacts (paras 47 - 56)

- A. Moscow Economic Conference(para 47)
- B. The World Peace Council -(paras 48 - 49)  
Meeting of the French delegates on the eve of their departure for Vienna(48) - World Peace Council delegates meet leaders of International Red Cross(49)
- C. WFTU General Council, Berlin Nov. 15th(para 50)
- D. Delegations to USSR - paras 51 - 54  
Declaration of the Association France-UESS delegation(51) - Delegation of French doctors(52) - French University delegation and a projected "World Conference of Teachers for Peace(53) - French trade unionists visit Moscow(54) -
- E. Delegations to the Popular Democracies - paras 55 6 56  
24 Frenchmen visit Poland(55) - French and British protestant clergymen visit Hungary(56)

PART VII - MISCELLANEOUS

- A. Mgr. SALIEGE's Political intervention(para 57)
- B. Childhood Conference, Oct 21st, in preparation for the International childhood conference, Vienna, Easter 1952 (para 58).

FRANCE  
COMMUNISM

Review of the Communist Press in France, October, 1951

PART I - GENERAL

1. Le mois d'octobre a été marqué par les élections cantonales pour le renouvellement des conseillers généraux dans la moitié des cantons de France. Le P.C.F. a fait un nouvel effort de propagande et a réussi, cette fois encore, à conserver ses électeurs. Le pourcentage des votes communistes a même accusé une légère hausse.
2. Après ces élections, le Comité Central du P.C.F. a tenu, le 18 octobre, une session consacrée à l'examen des résultats obtenus. Malgré la victoire proclamée par le parti, les dirigeants communistes ne se sont pas montrés satisfaits, et ont invité les organisations communistes à améliorer leur travail.
3. Un autre thème de la session du Comité Central était l'unité d'action sur une large base pour le Pacte des Cinq Grands, contre le réarmement et pour les revendications sociales.
4. En outre, le Comité Central s'est occupé de l'organisation de l'étude individuelle pour élever le niveau idéologique des militants communistes. Une véritable année scolaire de l'étude de FILS DU PEUPLE et des Oeuvres de Maurice THOREZ a été ouverte.
5. Enfin, le Comité Central, soucieux d'arrêter la baisse de la diffusion de la presse communiste et appauvrie, a décidé d'organiser le mois de la presse fixé pour la période du 15 novembre au 15 décembre prochains.
6. En exécutant les ordres de Moscou, le P.C.F. a intensifié la propagande pro-soviétique. FRANCE NOUVELLE, hebdomadaire central du parti, publie à cet effet des questions et réponses destinées à fournir aux militants les arguments nécessaires pour réfuter les accusations contre l'URSS. En outre tous les journaux communistes consacrent beaucoup de place aux reportages sur les progrès économiques et sociaux en U.R.S.S. et dans les Démocraties populaires.
7. La presse communiste profitait de toute occasion pour souligner les contradictions dans le Camp Occidental. Les événements d'Iran et d'Egypte ont provoqué de nombreux commentaires sur la concurrence anglo-américaine.
8. En même temps la campagne contre le réarmement et la présence des troupes américaines en France continuait au mois d'octobre avec une intensité accrue. Dans tous les journaux communistes on remarquait des innombrables reportages consacrés à ces questions. Tout mauvais comportement des militaires américains stationnés en France, aussi insignifiant soit-il, servait de thème aux attaques généralisées contre la "nouvelle occupation". La mise des immeubles à la disposition des officiers américains, pendant que la population française manque de logements, était spécialement soulignée.
9. Le Conseil national de la Paix était occupé à préparer les Assises locales de la Paix, fixées pour le 11 novembre, l'anniversaire de l'armistice 1918. Il était aidé par le P.C.F. et la C.G.T.
10. La préoccupation dominante de la C.G.T. a été l'unité d'action revendicative de tous les travailleurs. La C.G.T. a réussi à entraîner

/la C.F.T.C. à discuter.....

la C.F.T.O. à discuter la formation du front commun des organisations syndicales. Toutefois ces conversations n'avancent que lentement surtout à cause de l'opposition de Force Ouvrière. Cette action de la C.G.T. trouve un certain appui à la base où la propagande communiste a provoqué la naissance du courant tendant à la formation des sections syndicales uniques. Ce courant naissant n'a affecté, pour le moment, que les petites et moyennes entreprises.

11. Encouragé par le succès remporté lors de la formation du Comité d'Action Universitaire et de la grève des examens, le P.C.F. a intensifié la propagande parmi le corps enseignant. Il vient d'initier la publication de la revue mensuelle "L'École et la Nation" spécialement destinée aux instituteurs et aux institutrices.

#### PART II - CENTRAL COMMITTEE

12. Le Comité Central du P.C.F. s'est réuni, le 18 octobre, à la mairie de Saint Denis, sous la présidence d'André MARTY, secrétaire du parti, le matin, et de Léon MAUVAIS membre du Bureau politique, l'après-midi. La journée a été consacrée à la discussion du rapport d'Auguste LECOEUR, secrétaire à l'Organisation du parti, sur les enseignements de la campagne électorale et ses résultats. Au cours de la discussion sont intervenus les membres suivants du Comité Central: Raoul CALAS, Marcel SERVIN, André VOGUET, ROUCAUME, Léon MAUVAIS, Laurent GASANOVA, Joanny BERLIOZ, André MARTY, Henri MARTEL, François BILLOUX, Raymond AGASSE, ainsi que Louis LAMBIN, membre de la Commission centrale de Contrôle financier. Après la discussion et l'adoption de la résolution et des textes annexes présentés par Etienne FAJON, membre du Bureau politique co-opté au Secrétariat du parti, Jacques DUCLOS, secrétaire général par intérim du parti, a clôturé les travaux.

13. Auguste LECOEUR, dans son rapport, résume brièvement les principaux événements survenus au cours des dernières semaines, puis il passe à l'analyse des résultats des élections cantonales. Il affirme qu'une fois encore le P.C.F. a été placé premier parti politique national, devançant largement tous les autres partis ou groupements politiques.

"Le fait que, par rapport à cette date, nous avons maintenu nos voix et sensiblement amélioré notre pourcentage.

- 22,2 % en 1945 pour l'ensemble des cantons;

- 23,54 % en 1949, et

- 23,8 % en 1951.

est la preuve d'une consolidation, d'un raffermissement des liens qui unissent notre Parti à des millions de Français et de Françaises."

En comparant les résultats obtenus en 1951 à ceux de mars 1949 (premier renouvellement des conseillers généraux) LECOEUR déclare:

"En 1949, l'isolement de notre Parti avait été obtenu par les partis américains coalisés, des S.F.I.O. au R.P.F.

"Cette fois, les barrières ont cédé, des accords de principe ont pu être réalisés.

"C'est ainsi que, dans 25 cantons, les candidats socialistes ont accepté les huit points du programme proposé par le Parti;

"Que dans 10 autres cantons des candidats radicaux ou indépendants de gauche l'ont accepté;

/"et enfin, dans 9 autres....."

"Et enfin, dans 9 autres cantons, ce sont les candidats S.F.I.O. qui se sont désistés en faveur du candidat communiste.

"Rappelons qu'en 1949, en dehors de la capitulation sans conditions de certains de nos candidats, aucun accord de ce genre n'avait été obtenu dans les 1.508 cantons renouvelables

"Ce fait nouveau a été durement ressenti par la presse marxalisée."

Malgré ces résultats LECOEUR se plaint que le décalage trop grand qui persiste encore entre la ligne du parti, établie et approuvée par le Comité Central, et sa vulgarisation, son application dans le pays, n'a pas encore permis de déplacer des voix de travailleurs socialistes ou de républicains. LECOEUR cite des exemples de cantons où le candidat S.F.I.O. étant le candidat unique des anti-communistes, le candidat communiste n'a cependant pas bénéficié d'un apport de voix socialistes. Il montre également que dans certains cas où le candidat communiste était au second tour le mieux placé pour battre le R.P.F., il n'a pas davantage reçu un appoint de voix socialistes et républicains. En examinant les causes d'un tel état de choses, LECOEUR constate que tout d'abord, les arguments des ennemis des communistes sont insuffisamment combattus et que, d'autre part, la politique du parti n'est pas toujours exprimée correctement. LECOEUR souligne la nécessité de dénoncer le programme de fascisation actuel et les dirigeants socialistes "fourriers du fascisme".

LECOEUR passe ensuite à la critique des retards préjudiciables à une bonne mobilisation du parti et des masses. Il souligne les faiblesses principales du travail, notamment le fait que les candidatures n'ont été déposées que dans les dernières semaines précédant l'élection, ainsi que l'élaboration trop tardive des programmes cantonaux qui n'ont pu être distribués que dans les derniers jours. Enfin, il critique le retard apporté à l'expédition du matériel de propagande du Comité Central, retard qui n'a pas permis une utilisation judicieuse de ce matériel.

Tout en constatant qu'au second tour dans beaucoup de fédérations les électeurs communistes sont restés fidèles aux candidats du parti, il déplore que:

"Dans certains cantons, il n'en fut pas de même et un certain nombre de nos électeurs ont alors voté pour d'autres candidats, généralement des socialistes, parfois des radicaux, qui avaient évidemment refusé notre programme de désistement.

"Ces choses se sont produites là où maintes fois nous avons relevé une application incorrecte de la politique du Parti."

LECOEUR définit ensuite les tâches qui découlent pour les membres du Comité Central des enseignements qu'on peut tirer des élections cantonales. Il insiste sur la nécessité d'une aide renforcée des membres du Comité Central aux fédérations. Ils doivent obtenir l'élaboration du plan de travail pour cette fin d'année, plan de travail qui doit être mis en discussion au sein du Comité fédéral. Il se pose également le problème de la reprise des cartes, qu'il convient tout de suite de préparer dans les détails. LECOEUR déclare que la responsabilité des membres du Comité Central consiste non seulement dans son application à tous les échelons du parti et des organisations de masse:

"Comme c'est le bon ou le mauvais fonctionnement des directions fédérales qui décide du succès ou de l'échec de la politique du Parti, c'est auprès des directions fédérales que le contrôle rigoureux de l'application des décisions

En abordant le problème de la presse communiste et apparentées, LECOEUR annonce la décision du Comité Central d'organiser un mois de la presse, du 15 novembre au 15 décembre prochains:

"Il faut préparer des milliers de fêtes et goquettes au profit de la presse.

"Organiser pendant le mois des ventes de masse tous les dimanches, de très beaux défilés sur le thème de la défense de la presse dans de nombreuses villes et cités.

"Tout notre travail pendant ce mois, préparation des assises de la Paix, assemblées populaires, réunions du Parti, comptes rendus de mandats, remise des cartes, doit être mené de pair avec l'organisation de la défense de la presse."

Dans la dernière partie de son rapport, LECOEUR insiste sur la nécessité de l'étude individuelle à partir des œuvres de Maurice THOREZ:

"Une impulsion à ce courant naturel va être donnée par la section idéologique.

C'est dire que les membres du Comité Central pourront aider puissamment en conseillant les directions fédérales sur ces tâches nouvelles.

"Mais aussi en faisant en sorte que les membres du Comité Central soient les meilleurs utilisateurs des livres de Maurice THOREZ et que, partant de là, quelques heures soient consacrées par eux à l'étude de ces textes fondamentaux de MARX, ENGELS, LENINE, STALINE."

14. L'intervention de Laurent CASANOVA était consacrée à la campagne pour le pacte de paix entre les cinq grandes puissances. Après avoir expliqué l'importance de cette campagne CASANOVA déclare:

"Dans les prochains jours donc, pas une organisation de base du Parti, pas une seule direction, pas un seul militant ne devrait être sans poser la double question:

- Comment faire pour aider le Mouvement de la Paix à obtenir un bond en avant dans la collecte des signatures ?

- Comment faire pour animer la discussion et contribuer au succès des Assises locales convoquées par le Mouvement de la Paix à l'occasion du 11 novembre ?

"Ceci pose, dans l'immédiat, des problèmes d'organisation qui ne peuvent être résolus de façon particulière par chacun, mais qui supposent au contraire un effort commun et coordonné du haut en bas sous la direction générale du Mouvement de la Paix. Nous devons y consentir pour notre part."

CASANOVA affirme que la situation est favorable à la campagne pour le pacte de paix entre les Cinq Grands et que la collecte des signatures individuelles reste le moyen le plus simple et le plus efficace, même si elle doit exiger de chacun un effort personnel et difficile:

"Huit millions de signatures, c'est quelque chose déjà, bien sûr ! Mais c'est insuffisant, car il ne s'agit encore que de ceux qui sont à portée de la main. Il reste les autres, tous les autres, sans lesquels notre effort serait inévitablement voué à l'échec.

/"Notre culpabilité....."

"Notre culpabilité personnelle serait alors d'autant plus grande que nous avons la connaissance des moyens qui peuvent sauver la paix."

15. François BILLOUX parle, dans son intervention de l'étude individuelle pour tous les membres du parti. Il annonce que pour l'année 1951-1952 cette étude aura comme fil conducteur FILS DU PEUPLE, les OEUVRES DE MAURICE THOREZ et l'ouvrage de STALINE, l'Histoire du Parti Communiste bolchévik de l'U.R.S.S. étant les matériaux d'étude.

"Il va de soi que l'étude individuelle de tous les communistes aura son prolongement:

"D'une part, dans la formation théorique plus poussée des cadres à tous les échelons, c'est-à-dire que loin de supprimer les écoles de section, fédérales ou centrales, nous les développerons;

"D'autre part, dans l'élévation idéologique des larges masses, en premier lieu de la classe ouvrière.

"Afin de donner les matériaux indispensables à l'étude les Oeuvres de Maurice THOREZ seront éditées à une cadence plus rapide, ce qui nous permettra d'avoir en juin douze volumes comprenant la période de 1930 à la guerre. A côté des éditions cartonnées à 340 francs et reliée à 550 francs, nous aurons désormais une édition reliée à 250 francs.

"Il serait souhaitable que chaque membre du Parti ait en sa possession Fils du Peuple et que chaque cellule mette à la disposition de ses membres au moins une série complète des Oeuvres de Maurice THOREZ. Notons qu'une cellule pourra se procurer par souscription les dix premiers volumes pour la somme de 2.200 francs.

BILLOUX donne des directives suivantes quant à l'organisation de l'étude individuelle:

"Sous la responsabilité des fédérations, les directions de sections choisiront avec les directions de cellules des conseillers qui se chargeront d'orienter l'étude individuelle de leurs camarades. Ces conseillers pourront être choisis parmi les anciens élèves des écoles centrales fédérales ou de section, mais aussi parmi tous les camarades capables d'accepter une telle mission.

"Nous proposons que chaque conseiller dirige l'étude de cinq à dix camarades (sept étant le mieux).

"Le rôle de chaque conseiller est de:

- i. Rechercher les camarades voulant étudier;
- ii. Réunir une première fois ces camarades pour leur donner les conseils politiques et pratiques d'étude;
- iii. Tenir régulièrement des permanences pour donner des éclaircissements et conseils;
- iv. Contrôler individuellement l'étude de chaque camarade et organiser des répétitions collectives mensuelles;

"Le bulletin 'Apprendre' sera mis à la disposition de toutes les cellules et de tous les conseillers. Il donnera chaque mois:

- a) Le programme d'étude du mois suivant;
- b) une brève analyse de la situation historique de la période étudiée;

/c).....



- c) les notions théoriques qu'il importe de dégager;
- d) l'indication des références fondamentales;
- e) des exemples de réflexion personnelle en liaison avec des problèmes d'actualité;
- f) une rubrique 'Questions et Réponses'.

"Périodiquement dans l'Humanité et notre presse; chaque semaine dans 'France Nouvelle,' les étudiants et leurs conseillers trouveront des exemples d'initiatives qui les aideront à mener à bien leur travail.

"Les 'Cahiers du Communisme' sont à considérer comme un complément nécessaire à l'étude individuelle.

"La rédaction des 'Cahiers' assurera :

- a) chaque mois, un article fondamental sur les questions en cours d'étude; b) le plan de travail du mois d'étude individuelle; c) périodiquement, un examen critique faisant le point de la marche de l'étude dans l'ensemble du Parti; d) une rubrique permanente de questions et réponses prises parmi les questions fondamentales. Dans les 'Cahiers du Communisme' de novembre seront données des indications d'ensemble sur la façon d'étudier individuellement."

16. La plus grande partie du discours de clôture de Jacques DUCLOS est consacré à la politique communiste de "large union pour l'indépendance nationale, la liberté et la paix". DUCLOS affirme que des courants d'hostilité profonde au plan Schuman vont se développant. Abordant les problèmes de l'armée, DUCLOS déclare:

"Notre position relative à l'armée que nous voulons voir demeurer nationale est la seule position française face à toutes les variantes de trahison des intérêts nationaux, face à la variante gouvernementale de l'armée européenne, et face à la variante gaulliste de l'alliance entre l'armée française et la Wehrmacht.

Nous ne pouvons dire malheureusement que notre position est déjà connue de l'immense masse des Français et des Françaises. Il importe donc de la faire connaître et nous verrons que beaucoup de gens approuvent complètement la position prise très fermement et très nettement par notre Comité central. Quand cette position a été expliquée devant les masses, au cours de la campagne électorale, elle a été partout bien accueillie par nos populations qui voient que notre Parti, sur ce problème comme sur tous les autres, adopte une position correspondant aux intérêts de notre pays."

Après avoir rappelé, en les éclairant des faits récents, les thèmes développés au cours de la dernière session du Comité Central, DUCLOS souligne l'importance pour l'élargissement de l'influence du P.C.F. et l'application de sa politique de large union, d'un effort permanent de popularisation de cette politique dans le parti et dans les larges masses de la population. Jacques DUCLOS poursuit:

"Les campagnes antisoviétiques et anticomunistes menées par les fauteurs de guerre et leurs agents, réussissent encore à tromper des travailleurs honnêtes.

"Nous devons accomplir un effort permanent pour mieux faire connaître l'U.R.S.S., pour dénoncer les calomnies antisoviétiques, pour faire connaître la politique de paix de l'Union Soviétique qui vient de s'exprimer à nouveau tout dernièrement avec éclat par l'interview du camarade STALINE sur la bombe atomique."

DUCLOS appelle ensuite à un renforcement de la lutte contre le danger fasciste.

"Le danger fasciste exige un grand effort de notre part pour nous rapprocher des travailleurs socialistes qu'il s'agit de ne jamais confondre avec les dirigeants du Parti socialiste. Tout dépend de nous. Nous avons, pour nous permettre d'aller de l'avant, la doctrine triomphante de Marx-Engels-Lénine-Staline; nous avons aussi la riche expérience accumulée par notre Parti sous la direction de Maurice THOREZ."

Examinant les domaines essentiels du travail communiste de masse, DUCLOS insiste sur la nécessité d'intensifier la campagne pour la signature d'un pacte de paix entre les Cinq Grands, d'améliorer et d'élargir les efforts pour contribuer à l'organisation d'un solide mouvement de la paix en agissant de façon indépendante:

"Les Assises locales de la paix vont se dérouler le 11 novembre. Ces Assises auront pour objectif, à la fois d'intensifier la campagne pour la défense de la paix, d'intensifier la collecte des signatures pour le pacte de paix, d'obtenir, dans ce domaine, des résultats décisifs dans la prochaine période, et de consolider organiquement le Mouvement de la Paix."

"Il faut donc que les communistes participent activement à l'effort indispensable pour renforcer le puissant Mouvement de la paix où doit s'exprimer chaque jour plus amplement l'union de tous les Français sans distinction de condition sociale, d'opinions politiques et de croyances."

En passant au problème de la presse, DUCLOS déclare:

"Les journaux sont en difficulté pour vivre en raison de l'augmentation du prix du papier. D'autre part, avec la loi super-sévérate sur la presse qu'il se prépare à faire voter, le gouvernement veut infliger des amendes considérables à tous nos journaux et les faire mettre en faillite sous le poids de ces amendes."

"C'est pourquoi la décision du Comité central concernant le mois de la presse est une décision de grande portée qui doit retenir l'attention de tous les communistes. Nous devons nous consacrer à la réalisation et au succès de cette décision en pleine connaissance des menaces qui pèsent sur nos moyens d'expression, sur nos journaux."

17. Dans la résolution adoptée à l'issue de la session, le Comité Central, tout en enregistrant le succès remporté par le PCF, constate cependant l'inégalité des résultats obtenus suivant les départements et les cantons:

"Le Comité Central demande en conséquence aux organisations du Parti de soumettre leur activité à la critique sur la base d'une étude détaillée du scrutin. Il demande aux directions fédérales d'organiser le travail des conseillers généraux et d'associer au maximum tous les candidats à l'action du Parti dans leurs cantons respectifs."

Après cet appel, la résolution énonce que les organisations du parti ont pour devoir constant:

1) De travailler à l'union des Français de toutes opinions et de toutes conditions sociales pour le rétablissement de l'indépendance nationale:

- "ii) de prendre une part beaucoup plus active au mouvement de la paix, en particulier dans la campagne pour le Pacte de paix entre les cinq grandes puissances et dans la préparation des Assises locales du 11 novembre;
- "iii) de soutenir l'action unitaire des syndicats dans la bataille pour les salaires et les revendications immédiates;
- "iv) d'aider les paysans communistes à déployer une activité plus grande au sein des organisations paysannes en vue de la défense des revendications des paysans travailleurs;
- "v) d'élargir et d'organiser sur le plan politique, en particulier contre le fascisme, le front unique de la classe ouvrière et, notamment, des travailleurs communistes et des travailleurs socialistes."

*Partenaires  
à l'assise*

Dans la partie finale de la résolution le Comité Central explique l'importance du mois de la presse qu'il fixe du 15 novembre au 15 décembre.

13. La décision annexe à la résolution du Comité Central contient des directives détaillées pour l'organisation du mois de la presse;

1. "Les comités fédéraux, les comités de section et les cellules doivent établir tout de suite leur plan de travail pour le mois de la presse après avoir discuté la résolution du Comité Central. Ce plan de travail fixera des objectifs minima jusque dans le moindre village (diffusion, abonnements, fêtes, manifestations sportives et autres, collecte de fonds) et les moyens politiques et pratiques à mettre en oeuvre pour la réalisation de ces objectifs. La période précédant le 15 novembre sera consacrée à la mise en place et à une première mise en oeuvre de ces moyens.
2. "Toutes les décisions prises dans ce sens doivent être envoyées à la fois au Comité Central et à la direction fédérale en vue d'une publication aussi large que possible dans l'Humanité et dans les autres journaux communistes et démocratiques.
3. "Chaque organisme du Parti est invité à entrer en émulation avec un ou plusieurs organismes de même échelon à l'occasion du mois de la presse.
4. "Jusqu'à la fin du mois de la presse, la discussion du plan de travail et de sa réalisation doit être à l'ordre du jour de toutes les réunions des organismes du Parti aux divers échelons.
5. "Chaque organisme du Parti prendra toutes dispositions pour renforcer considérablement les C.D.H. et autres groupes de diffusion de la presse afin d'assurer une vente de masse de l'Humanité-Dimanche et des journaux similaires tous les dimanches pendant le mois de la presse.
6. "Les protestations de masse les plus larges possible seront organisées partout contre le projet de loi accélérée sur la presse actuellement soumis à l'Assemblée nationale."

PART III - INTERNAL PROBLEMS

19. Déjà avant la session du Comité Central, Georges COGNIOT, membre titulaire de ce Comité et l'un des délégués du P.C.F. au Cominform, lançait un appel à organiser l'étude individuelle des livres de Maurice THOREZ (L'Humanité du 5.10.51.) Après avoir cité le numéro du 21 septembre 1951 de l'hebdomadaire PAIX ET DEMOCRATIE qui attire très fortement l'attention des communistes sur le devoir de travailler inlassablement à assimiler la théorie marxiste-léniniste, ainsi que l'intervention d'Auguste LECOEUR, secrétaire à l'Organisation du P.C.F. à la dernière session du Comité Central qui soulignait que "l'essentiel pour obtenir des résultats" est l'étude individuelle, COGNIOT déclare qu'en premier lieu, il s'agit de mettre à la disposition des adeptes de l'étude individuelle les ouvrages nécessaires. Ces ouvrages, dans l'immédiat, sont représentés par FILS DU FEUILLE et par les tomes parus ou à paraître des OEUVRES DE MAURICE THOREZ.

"Restent à déterminer la durée de l'étude, l'emploi du temps les méthodes élémentaires de travail.

"Il est certain que l'année scolaire des adeptes de l'étude individuelle doit être clairement délimitée. Il convient qu'elle commence, dans tout le Parti, le 15 novembre 1951 pour se terminer, disons le 15 juin 1952. Cette année scolaire, uniforme dans tout le Parti, doit être considérée par les directions à tous les échelons comme partie intégrante du travail normal du Parti. Elle sera ouverte dans les sections avec le sérieux et la gravité requis pour une entreprise aussi importante au regard de la vie du Parti et du développement qualitatif de tout son travail.

"L'emploi du temps, la répartition par quinzaines des matières, des chapitres à étudier seront en temps utile fixés et communiqués à tout le Parti par les soins de la section idéologique du Comité Central. Il sera nécessaire de veiller scrupuleusement à l'observation de l'emploi du temps ainsi défini, en gardant toujours à l'esprit cette idée que, dans toute oeuvre d'éducation, l'ordre et la régularité ponctuels, la discipline du travail sont une condition strictement indispensable du succès.

"Les camarades s'adonnant à l'étude individuelle seront soigneusement recensés, suivis en cours d'année, aidés par les directions, contrôlés en fin d'année .....

"La méthode fondamentale à employer par ces camarades a été définie en peu de mots par Auguste LECOEUR: il faut lire 'la plume à la main'. On aura donc un cahier, dont la page de gauche pourra être réservée à l'étude proprement dite du texte en lecture - une colonne pour le résumé des faits, ou la transcription brève des faits saillants; une colonne pour l'explication de ces faits; une colonne pour noter les renvois à d'autres oeuvres et les lectures à faire, - tandis que toute la page de droite sera consacrée à consigner les réflexions personnelles, les comparaisons entre les enseignements du livre et l'expérience vivante du lecteur, les conclusions pratiques que l'on se promet de tirer du travail d'étude au profit de l'activité de masse quotidienne.

"Il va de soi que de telles indications sur la méthode seront considérablement enrichies, et le cas échéant rectifiées, dès que l'expérience des milliers de pratiquants sera connue et qu'on pourra en dégager les enseignements les plus généraux."

20. Annie BESSE, membre du Comité fédéral de la Seine relate (France Nouvelle du 20.10.51.) les décisions de la Fédération de la Seine au sujet de l'étude personnelle du "Fils du Peuple". Le 7 octobre, le Comité fédéral a été convoqué avec pour seul point à l'ordre du jour "La généralisation de l'étude personnelle":

"Tout travail d'éducation est un travail méthodique, organisé, mené à bien sous la direction et le contrôle des camarades les plus responsables à tous les échelons du Parti."

"Aussi le Comité fédéral a-t-il examiné en détail les conditions dans lesquelles les militants et cadres communistes organiseraient leurs études individuelles de la théorie marxiste-léniniste, compte tenu qu'il ne s'agit pas d'abandonner, mais au contraire de renforcer toutes les autres formes d'éducation, écoles, conférences éducatives, cercles d'études, etc."

"La base de l'étude doit être constituée par la lecture, plume à la main, et la réflexion sur FILS DU PEUPLE, application exemplaire du marxisme-léninisme aux conditions politiques françaises, histoire exaltante de notre pays et de notre Parti. Bien entendu, l'étude du FILS DU PEUPLE, conduira normalement les camarades déjà plus aguerris à l'étude en référence des OEUVRES du secrétaire général de notre Parti et à la révision de l'HISTOIRE DU P.C. (b)

"Nous demandons donc à chaque communiste dans notre Fédération d'étudier FILS DU PEUPLE à raison d'un chapitre par mois, du 1-er novembre au 30 juin."

"Le tableau de l'année scolaire se présente donc de la manière suivante:

- "1-er novembre - 30 novembre: Chapitre I: L'éveil.
- "1-er décembre - 31 décembre: Chapitre II: L'apprentissage
- "1-er janvier - 31 janvier: Chapitre III: La lutte pour l'Unité
- "1-er février - 28 février: Chapitre IV: Le Front populaire
- "1-er mars - 31 mars: Chapitre V: La France devant le danger hitlérien.
- "1-er avril - 30 avril: Chapitre VI: La guerre
- "2-er mai - 31 mai: Chapitre VII: Notre bataille pour la renaissance de la France.
- "1-er juin - 30 juin: Chapitre VIII: Ce que veulent les communistes.
- "1-er juillet - 14 juillet: Révision générale. "

Annie BESSE annonce que FRANCE NOUVELLE répondra à toutes les questions qui lui seront posées, mais la question décisive est de donner à chaque étudiant un "conseiller d'étude". Enfin, Annie BESSE déclare que chaque cellule doit posséder une bibliothèque contenant les textes fondamentaux pour l'étude du communisme.

"Cette bibliothèque, dont la formule très heureuse est maintenant mise au point, ne coûte que 1.500 francs et comprend outre les OEUVRES DE MAURICE THOREZ, sept livres fondamentaux de MARX, ENGELS, LENINE et STALINE."

21. Cet article d'Annie BESSE a attiré la critique de la direction du parti et le Secrétariat de la Fédération de la Seine a été amené à publier la mise au point suivante:

/"L'article que la camarade.....

20. Annie BESSE, membre du Comité fédéral de la Seine relate (France Nouvelle du 20.10.51.) les décisions de la Fédération de la Seine au sujet de l'étude personnelle du "Fils du Peuple". Le 7 octobre, le Comité fédéral a été convoqué avec pour seul point à l'ordre du jour "La généralisation de l'étude personnelle":

"Tout travail d'éducation est un travail méthodique, organisé, mené à bien sous la direction et le contrôle des camarades les plus responsables à tous les échelons du Parti."

"Aussi le Comité fédéral a-t-il examiné en détail les conditions dans lesquelles les militants et cadres communistes organiseraient leurs études individuelles de la théorie marxiste-léniniste, compte tenu qu'il ne s'agit pas d'abandonner, mais au contraire de renforcer toutes les autres formes d'éducation, écoles, conférences éducatives, cercles d'études, etc."

"La base de l'étude doit être constituée par la lecture, plume à la main, et la réflexion sur FILS DU PEUPLE, application exemplaire du marxisme-léninisme aux conditions politiques françaises, histoire exaltante de notre pays et de notre Parti. Bien entendu, l'étude du FILS DU PEUPLE, conduira normalement les camarades déjà plus aguerris à l'étude en référence des OEUVRES du secrétaire général de notre Parti et à la révision de l'HISTOIRE DU P.C. (b)

"Nous demandons donc à chaque communiste dans notre Fédération d'étudier FILS DU PEUPLE à raison d'un chapitre par mois, du 1-er novembre au 30 juin."

"Le tableau de l'année scolaire se présente donc de la manière suivante:

- "1-er novembre - 30 novembre: Chapitre I: L'éveil.
- "1-er décembre - 31 décembre: Chapitre II: L'apprentissage
- "1-er janvier - 31 janvier: Chapitre III: La lutte pour l'Unité
- "1-er février - 28 février: Chapitre IV: Le Front populaire
- "1-er mars - 31 mars: Chapitre V: La France devant le danger hitlérien.
- "1-er avril - 30 avril: Chapitre VI: La guerre
- "1-er mai - 31 mai: Chapitre VII: Notre bataille pour la renaissance de la France.
- "1-er juin - 30 juin: Chapitre VIII: Ce que veulent les communistes.
- "1-er juillet - 14 juillet: Révision générale. "

Annie BESSE annonce que FRANCE NOUVELLE répondra à toutes les questions qui lui seront posées, mais la question décisive est de donner à chaque étudiant un "conseiller d'étude". Enfin, Annie BESSE déclare que chaque cellule doit posséder une bibliothèque contenant les textes fondamentaux pour l'étude du communisme.

"Cette bibliothèque, dont la formule très heureuse est maintenant mise au point, ne coûte que 1.500 francs et comprend outre les OEUVRES DE MAURICE THOREZ, sept livres fondamentaux de MARX, ENGELS, LENINE et STALINE."

21. Cet article d'Annie BESSE a attiré la critique de la direction du parti et le Secrétariat de la Fédération de la Seine a été amené à publier la mise au point suivante:

/"L'article que la camarade.....

"L'article que la camarade Annie BESSE a consacré à l'étude individuelle, dans le dernier numéro de "France Nouvelle" contient une erreur fondamentale. Il est écrit, en effet, : 'L'étude de 'Fils du Peuple' conduira normalement les camarades déjà plus aguerris à l'étude en référence des Oeuvres du secrétaire général de notre Parti.'

"L'erreur consiste non seulement à réserver la lecture des Oeuvres aux camarades déjà éduqués, et par conséquent à en détourner un grand nombre d'étudiants, mais surtout à ne pas mettre au centre de l'étude personnelle que les communistes vont entreprendre l'étude des Oeuvres de Maurice THOREZ.

"Il faut donc que soit rendue claire cette idée que tous les étudiants individuels doivent prendre pour base de leur travail personnel l'étude des Oeuvres de Maurice THOREZ, en partant de "Fils du Peuple".

"En conséquence, le secrétariat fédéral décide de modifier le programme de l'année d'étude comme suit:

- X 1er novembre - 1er décembre: chapitre premier et chapitre II de "Fils du Peuple".
- X 1er décembre - 1er janvier: Chapitre III de "Fils du Peuple". Ainsi, dès le premier mois, les étudiants individuels aborderont l'étude d'une période à laquelle les premiers tomes parus des Oeuvres sont consacrés."

22. LE PEUPLE, organe officiel de la C.G.T., constate (numéro du 27 sept. au 3 oct.) que plus de 170 militants ont participé aux divers stages de l'école centrale de la C.G.T. depuis mai 1950, mais souligne que ce résultat n'est pas satisfaisant. Il faut, en application des décisions du dernier Congrès confédéral, augmenter cette année le nombre des stages à l'école centrale afin d'armer encore plus de militants et de militantes. D'ici septembre 1952, la C.G.T. envisage de tenir sept stages.

#### PART IV - TACTICS

##### A Electoral Campaign

23. Immédiatement après avoir pris connaissance des premiers résultats des élections cantonales, dont le premier tour s'est déroulé le 7 octobre, le Comité Central du P.C.F. publiait une déclaration enregistrant une "importante victoire" des communistes, et lançant une offre de large union au deuxième tour:

"Le Parti communiste Français soucieux de réaliser la plus large union au deuxième tour des élections cantonales pour faire triompher une politique d'indépendance nationale, de défense laïque, de progrès social, de liberté et de paix, se déclare prêt à retirer ses candidats en faveur de candidats plus favorisés acceptant publiquement de consacrer leur activité à la réalisation du programme minimum ci-après:

i) Conclusion entre les cinq grandes puissances (Etats Unis, Union Soviétique, République populaire chinoise, Grande-Bretagne et France) d'un pacte de paix ouvert à toutes les nations.

/ii) Mise hors la loi....

ii) Mise hors la loi de la bombe atomique.

iii) Rétablissement de l'indépendance française et remise en vigueur de rapports commerciaux normaux avec tous les pays.

iv) Abrogation des lois antilafiques et dénonciation systématique devant l'opinion publique des partis qui ont votés ces lois et de tous ceux sans exception qui se sont faits ou se font leurs complices.

v) Défense des libertés démocratiques et dissolution des groupes fascistes de guerre civile constitués sous l'égide du R.P.F.

vi) Augmentation des salaires et traitements avec application du salaire minimum garanti à 26.600 francs, échelle mobile et suppression des zones de salaires.

vii) Relèvement des pensions, retraites et prestations familiales, ainsi que de la retraite des vieux et de l'allocation temporaire aux économiquement faibles.

viii) Rétablissement de l'équilibre des prix agricoles et des prix industriels, limitation des prix des fermages et application aux métayers du partage aux deux tiers.

"En faisant de l'acceptation publique de l'ensemble de ce programme la condition indispensable au désistement de ses candidats le Parti Communiste Français veut que le peuple de France puisse se prononcer en pleine clarté sur les problèmes décisifs du moment. "

24. Le lendemain Etienne FAJON, membre du Secrétariat du P.C.F. chargé de la direction de la campagne électorale, y ajoutait (Humanité du 9.10.51.):

"Non, les menteurs de la radio et les journaux esclaves ne parviendront pas à escamoter la caractéristique principale des élections d'ayant-hier, à savoir l'incontestable victoire du Parti Communiste Français.

"Qu'on prenne l'affaire par n'importe quel bout, cette victoire s'inscrit dans les chiffres, beaucoup plus convaincants que la prose inspirée par l'Ambassade américaine à ses valets de plume.

"S'agit-il du pourcentage des voix ? Les propres statistiques du ministère de l'Intérieur nous donnent 23,8 % des suffrages. Nous en avons seulement 22,7 % aux précédentes élections cantonales, dans les mêmes cantons, en 1945. Nous en gagnons donc 1,1 %. Dans le même temps le parti socialiste, par exemple, passe de 24,7% à 17,2 %. Et le R.P.F. fasciste obtient 13,4% des voix.

"S'agit-il de l'ordre d'importance des différents partis ? Avec 1.524.443 voix dans les cantons recensés, le Parti Communiste Français reste de très loin le premier parti de France. Il distance, entre autres, le parti socialiste de plus de 400.000 suffrages et le R.P.F. de près de 700.000.

Toutefois, FAJON avouait que le P.C.F. a perdu des sièges aux Conseils généraux:

/"Il est vrai,.....



"Il est vrai que nous avons perdu un certain nombre de sièges. Mais ces pertes ne traduisent nullement un fléchissement de notre influence. En règle générale, elles résultent de l'accord réalisé sur une candidature anticomuniste unique par une coalition allant des dirigeants socialistes à ceux du R.F.F. Des collusions aussi monstrueuses attestent la peur et non la force."

25. De son côté, Florimond BONTE, membre titulaire du Comité Général du P.C.F. et directeur de FRANCE NOUVELLE, analysait ainsi les résultats obtenus par les communistes (France Nouvelle du 13.10.51.)

"Le Parti Communiste Français, avec 1.524.443 voix, reste le premier parti de France.

"Il distance - et de très loin - tous les autres Parties.

"Il dépasse:

le parti socialiste de	425.000	voix	
le R.F.F. fasciste de	675.000	" "	
le R.G.R. de	695.000	" "	
les Républicains indépendants			
	de	735.000	" "
le M.R.P. de	955.000	" "	
les indépendants de droite de	1.068.000	" "	

"Les calomnies, les mensonges, les insultes et les outrages, sortis en vrac des officines de la nouvelle Propaganda-staffel américaine et répandus à la manière de Goebbels contre le Parti Communiste Français, le parti de l'unité française, n'ont pu empêcher les candidats d'Union Républicaine, Résistante et antifasciste d'augmenter de 22,7% à 23,8% le pourcentage de leurs suffrages.

"Résultat d'autant plus caractéristique qu'il s'agissait d'élections cantonales n'intéressant que la moitié des circonscriptions de France et auxquelles ni la Seine ni Paris ne participaient."

Il citait le cas du Havre comme l'exemple de l'influence du P.C.F. dans les larges couches d'électeurs:

"Il n'y a pas de cloison étanche entre les Français communistes et ceux qui ne le sont pas; une preuve éclatante en a été apportée au Havre, où le candidat communiste Cance a vu le pourcentage de ses voix passer, du 17 juin au 7 octobre, de 54,7 % à 72% et où, sous le coup d'une injustice électorale criante qui a facilité la prise de conscience de la population, le rassemblement national s'est opéré pour la défense de la paix, de l'indépendance nationale et de la République.

B. PRO. SOVIET PROPAGANDA

26. FRANCE NOUVELLE continue à publier les questions et réponses qui doivent servir aux propagandistes communistes d'aide dans leur campagne en faveur de l'Union Soviétique.

Le numéro du 29 septembre contient les questions suivantes:

- (4) Peut-on traverser le "rideau de fer" pour aller dans les démocraties populaires et en Union Soviétique?
- (5) Pourquoi n'y a-t-il en Union Soviétique qu'un seul parti?
- (6) Est-il possible en Union Soviétique et dans les démocraties populaires de critiquer les dirigeants?

Le numéro du 6 octobre contenait les questions suivantes:

- (7) "L'U.R.S.S., par son armée colossale, fait-elle peser sur le monde une menace qui oblige au surarmement les pays qui veulent conserver leur liberté?"
- (8) Est-ce le matériel anglais et américain qui a permis à l'U.R.S.S. de gagner la guerre?

Le numéro du 13 octobre comprenait les questions et réponses suivantes:

- (9) La dernière <sup>note</sup> de HLEVEN et Robert SCHUMAN à l'Union Soviétique, en date du 26 septembre 1951 essaie de redonner vie à tous les mensonges munichoïses sur "le pacte germano-soviétique de non-agression de 1939" en falsifiant grossièrement l'histoire.
- (10) A ceux qui disent: "Il n'est pas vrai que l'Union Soviétique ait jamais attaqué de peuple voisin et jamais cherché d'expansion territoriale. Elle a envahi la Pologne et la Finlande".

Dans le numéro du 20 octobre on trouve les questions suivantes:

- (11) La liberté de la presse existe-t-elle en Union Soviétique?
- (12) Le F.C.F. par la signature de Maurice THOREZ, ministre d'Etat, aurait-il sa responsabilité engagée au même titre que les autres partis dans la guerre du Viet-Nam?

Enfin, dans le numéro du 27 octobre en lisez les questions suivantes:

- (13) "Les députés communistes votent contre l'augmentation

C. CONTRADICTIONS IN THE WESTERN CAMP

27. . En commentant les événements d'Iran et d'Egypte, Robert BOUVIER écrit (France Nouvelle du 20.10.51)

"Il en résulte que tous les pays coloniaux ou semi-coloniaux, ou bien entrent dans le camp démocratique et anti-impérialiste de la Paix, qui a à sa tête l'Union Soviétique, ou pour le moins sympathisent avec lui, et s'en rapprochent de plus en plus, au fur et à mesure que les peuples prennent conscience de la solidarité qui lie tous les peuples en lutte pour la paix, et de la nécessité de leur union dans un même camp.

C'est là un phénomène d'importance capitale dans notre propre lutte pour l'indépendance nationale et la paix.

C'est le signe d'un affaiblissement certain du camp impérialiste et du renforcement du camp de la paix. C'en est en même temps une nouvelle cause.

Non seulement la lutte des peuples pour le droit à disposer librement d'eux-mêmes aggrave les contradictions interimpérialistes, mais elle porte des coups directs aux plans agressifs des fauteurs de guerre anglo-américains.

Il est évident par exemple que la volonté d'indépendance et de paix du peuple égyptien vient sérieusement gêner la mise en place du dispositif d'agression de la coalition atlantique dans le Moyen-Orient, l'une des pièces maîtresses de son système, et cela au moment même où le trio BRADLEY-SLIM-LECHERES s'efforce de la mettre sur pied".

Et Robert BOUVIER conclut:

"C'est pourquoi le peuple égyptien, dans sa résistance à l'occupation, trouvera l'appui sans réserve de tous les partisans de la paix dans le monde.

"Et le peuple de la France ne lui ménagera, certes, pas le sien, alors qu'il est engagé dans le même combat, alors que le drapeau des troupes d'occupation américaines flotte sur la ville que délivra Jeanne d'Arc.

28. En commentant les événements en Egypte, Pierre COURRADE rédacteur de la rubrique de politique étrangère à l'HUMANITE déclare (l'HUMANITE du 10.10.51)

"Les tentatives des gouvernements réactionnaires du Moyen-Orient pour limiter par des compromis les effets, d'une rébellion qui leur est imposée par le mouvement populaire sont vouées à l'échec. Mossadegh peut bien aller à New York pour essayer de jouer de la rivalité anglo-américaine et le gouvernement du Caire peut bien songer à monnayer à Washington sa résistance aux prétentions de Londres, en définitive c'est le peuple iranien, c'est le peuple égyptien qui auront le dernier mot.

Il est à peine besoin de souligner l'attention, la sympathie avec laquelle les peuples épris de paix appuient ce grand mouvement qui de l'Asie à l'Amérique latine, en passant par l'Afrique, est une contribution décisive à la lutte pour la paix.

29. L'organe officieux du Conseil national de la Paix publie (Action du 18 au 24.10.51) des nouvelles informations sur les conversations menées aux Etats-Unis par Mgr Giovanni-Battista MONTINI, l'ambassadeur officieux du Vatican. Le journal affirme que Washington a souffert un échec au Front Uni contre le Communisme:

"Le Président TRUMAN a trouvé en Mgr MONTINI un interlocuteur beaucoup moins compréhensible lorsqu'il lui a soumis son projet de création d'un Front Uni de toutes les Eglises contre le Communisme. Mgr. MONTINI a réservé sa réponse et on a appris, depuis, que la haute hiérarchie du Vatican s'opposait à ce projet de M. TRUMAN visant à faire des Eglises un élément intégré au système atlantique".

En parlant d'une apparition miraculeuse dont le Pape avait été le témoin, l'année dernière, dans les jardins du Vatican, ACTION déclare:

"Cette affaire regarde d'abord le monde et la foi catholiques mais on peut se poser la question: n'a-t-elle pas une répercussion politique? Il semble que oui. La Vierge de Fatima parlait de convertir l'U.R.S.S. au catholicisme. On se souvient d'un article de l'OSSERVATORE ROMANO, qui fit du bruit au début de l'année, et dans lequel un porte-parole officieux du Vatican affirmait qu'on ne pouvait vaincre l'idée par la violence, que les canons et les bombes ne triompheraient pas de l'idéologie fut-elle communiste. Doit-on voir dans le message de Fatima une confirmation éclatante de la conviction exprimée par le Vatican de l'inutilité et de l'impuissance de la guerre devant le communisme et, partant, de la désapprobation du Saint Siège des aventures atlantiques?

C'est une interprétation que bien des informations nous permettent d'avancer et que nous donnons d'autant plus volontiers que, depuis quelques mois, on peut penser que le Vatican s'emploie à freiner la marche du monde à une guerre dont les conséquences seraient aussi néfastes à la civilisation en général qu'au catholicisme en particulier".

#### D. CAMPAIGN AGAINST REARMAMENT

30. Le Comité national de lutte contre la remilitarisation de l'Allemagne a adressé à la C.G.T. une lettre dans laquelle il annonçait sa décision de convoquer à Paris, le 4 novembre, les délégués français à la Conférence ouvrière européenne, tenue au mois de mars 1951, pour examiner la situation actuelle de la remilitarisation de l'Allemagne et pour prendre toutes dispositions pour favoriser une solution pacifique du problème allemand. Le Comité invitait la C.G.T. à se faire représenter à cette Conférence nationale par une délégation et lui demandait l'appui pour sa préparation.

La C.G.T. a répondu à cette invitation dans le communiqué de son Bureau confédéral du 24 octobre:

"Le Bureau confédéral rappelle que le 4 novembre se tiendra, à Paris, la Conférence nationale ouvrière contre le réarmement allemand. Il insiste sur l'importance de cette conférence dans le cadre général de la lutte pour la paix et invite instamment les militants, dans toutes ses organisations, à multiplier leurs efforts pour en assurer le succès.

29. L'organe officieux du Conseil national de la Paix publie (Action du 18 au 24.10.51) des nouvelles informations sur les conversations menées aux Etats-Unis par Mgr Giovanni-Battista MONTINI, l'ambassadeur officieux du Vatican. Le journal affirme que Washington a souffert un échec au Front Uni contre le Communisme:

"Le Président TRUMAN a trouvé en Mgr MONTINI un interlocuteur beaucoup moins compréhensible lorsqu'il lui a soumis son projet de création d'un Front Uni de toutes les Eglises contre le Communisme. Mgr. MONTINI a réservé sa réponse et on a appris, depuis, que la haute hiérarchie du Vatican s'opposait à ce projet de M. TRUMAN visant à faire des Eglises un élément intégré au système atlantique".

En parlant d'une apparition miraculeuse dont le Pape avait été le témoin, l'année dernière, dans les jardins du Vatican, ACTION déclare:

"Cette affaire regarde d'abord le monde et la foi catholiques mais on peut se poser la question: n'a-t-elle pas une répercussion politique? Il semble que oui. La Vierge de Fatima parlait de convertir l'U.R.S.S. au catholicisme. On se souvient d'un article de L'OSSERVATORE ROMANO, qui fit du bruit au début de l'année, et dans lequel un porte-parole officieux du Vatican affirmait qu'on ne pouvait vaincre l'idée par la violence, que les canons et les bombes ne triompheraient pas de l'idéologie fut-elle communiste. Doit-on voir dans le message de Fatima une confirmation éclatante de la conviction exprimée par le Vatican de l'inutilité et de l'impuissance de la guerre devant le communisme et, partant, de la désapprobation du Saint Siège des aventures atlantiques?"

C'est une interprétation que bien des informations nous permettent d'avancer et que nous donnons d'autant plus volontiers que, depuis quelques mois, on peut penser que le Vatican s'emploie à freiner la marche du monde à une guerre dont les conséquences seraient aussi néfastes à la civilisation en général qu'au catholicisme en particulier".

#### D. CAMPAIGN AGAINST REARMAMENT

30. Le Comité national de lutte contre la remilitarisation de l'Allemagne a adressé à la C.G.T. une lettre dans laquelle il annonçait sa décision de convoquer à Paris, le 4 novembre, les délégués français à la Conférence ouvrière européenne, tenue au mois de mars 1951, pour examiner la situation actuelle de la remilitarisation de l'Allemagne et pour prendre toutes dispositions pour favoriser une solution pacifique du problème allemand. Le Comité invitait la C.G.T. à se faire représenter à cette Conférence nationale par une délégation et lui demandait l'appui pour sa préparation.

La C.G.T. a répondu à cette invitation dans le communiqué de son Bureau confédéral du 24 octobre:

"Le Bureau confédéral rappelle que le 4 novembre se tiendra, à Paris, la Conférence nationale ouvrière contre le réarmement allemand. Il insiste sur l'importance de cette conférence dans le cadre général de la lutte pour la paix et invite instamment les militants, dans toutes ses organisations, à multiplier leurs efforts pour en assurer le succès.

E. THE PEACE MOVEMENT

31. Le 11 novembre, dans toute la France auront lieu les Assises locales de la Paix. Le Conseil national de la Paix déclare à ce sujet dans un communiqué, que le Mouvement se doit d'engager un vaste débat dans tous les milieux afin d'atteindre tous les Français, de leur soumettre l'appel pour un pacte de paix entre les Cinq Grands, de discuter avec eux de toutes les raisons de le faire aboutir, des perspectives qu'il ouvre et des meilleurs moyens de l'imposer. Les assises locales forment le prélude à des assemblées départementales et nationales. De son côté, la C.G.T. lance l'appel suivant:

" Les organisations syndicales, tous les militants de la C.G.T. redoubleront d'efforts dans la campagne de signatures de l'Appel du Conseil Mondial de la Paix. Dans chaque entreprise, chaque chantier, chaque bureau, ils recueilleront des milliers de nouvelles signatures afin de faire des assises du 11 novembre une étape décisive pour imposer un pacte de paix entre les Cinq Grands".

32. Fernand VICHE, secrétaire général du Mouvement de la Paix donne des instructions pour la préparation des Assises (France Nouvelle du 20.10.51):

"Il n'est pas en France un village, si petit soit-il, qui ne commémore le 11 novembre. Autour de cette journée symbole de la paix retrouvée, au cours de laquelle les anciens combattants se rassemblent, chaque commune tiendra ses Assises de la Paix. Elles seront le couronnement de toutes les discussions et en prépareront de nouvelles. Certes, partout où cela sera possible, c'est au Mouvement de la Paix d'organiser ces assemblées et tous les Comités de la Paix doivent avoir cette tâche au centre de leur activité. Mais il ne saurait y suffire car toutes les communes n'ont pas encore de Comité de Paix. Il faut donc que d'autres initiatives se fassent jour. Tout homme, toute femme, épris de paix peuvent trouver leurs voisins ou leurs camarades de travail pour échanger avec eux leurs idées sur les dangers de guerre et les meilleurs moyens de les conjurer. N'importe quel mouvement peut et doit prendre l'initiative de provoquer la discussion et d'aider à l'organisation des Assises locales de la Paix.

"Les Assises locales n'ont pas pour seul but de discuter les raisons d'imposer le Pacte, d'impulser la campagne de signatures et d'élire les délégués aux Assemblées départementales, encore que ce soit là leur objet essentiel.

"Tout au cours de leur préparation, elles doivent tendre à renforcer le Mouvement de la Paix dont l'action n'est pas périodique, mais se poursuit en permanence et se continuera jusqu'à la construction définitive de la Paix. Elles doivent aider à faire un large et puissant Mouvement de la Paix qui n'est pas une organisation ni un cartel d'organisations, mais un mouvement qui rassemble toutes les forces nationales qui luttent pour la paix".

Fernand VICHE décrit ensuite l'organisation actuelle du Mouvement de la Paix. Le Comité de Paix est l'organisme de base du Mouvement et peut être constitué dans des cadres multiples; le village, le quartier, l'entreprise. L'origine est la même: c'est /l'assemblée

l'assemblée de discussion, la collecte de signatures. Le Comité de Paix aura ses représentants au Conseil communal ou Conseil de la Paix où se trouveront aussi des personnalités influentes du point de vue politique, social, ou de leur rôle dans les organisations, mouvements ou collectivités. Quant aux échelons supérieurs du Mouvement, Fernand VIGNE déclare ce qui suit:

"Les Conseils départementaux qui seront élus par les assemblées départementales et le Conseil national élu par l'assemblée nationale, seront formés dans le même esprit de large union.

Cette structure ne nous empêchera pas - et au contraire exige - de nous adresser à tous les groupements organisations ou mouvements pour leur demander de soutenir notre action et de participer à notre campagne pour le Pacte de Paix, dans les formes qu'ils détermineront eux-mêmes avec leurs propres mots d'ordre, leurs particularités, leur argumentation et leurs moyens".

#### F. UNITY OF ACTION

33. C'est le 27 septembre qu'a lieu la première manifestation sérieuse pour l'unité d'action syndicale. Une délégation de la C.F.T.C. conduite par M. Maurice BOULADOUX a rencontré séparément les dirigeants de F.O. et de la C.G.T. On sait, en effet, que l'opposition de F.O. à une action commune avec les syndicats communistes oblige la C.F.T.C. à tenir ce rôle d'intermédiaire.

La délégation de la C.G.T. était composée de Benoit FRACHON, secrétaire général; Lucien JAYAT, secrétaire administrateur. Pierre LE BRUN, secrétaire confédéral; Germaine GUILLE, secrétaire confédérale nouvellement élue; Henri WYNAUD, secrétaire confédéral; Léon MUVUIS, membre titulaire du Bureau politique du P.C.F. et secrétaire de la Fédération de l'Eclairage et Forces motrices; René Charles Edmond DUHAMEL, de la Fédération Postale.

34. Le lendemain de cette rencontre, André LAFOND, secrétaire de Force Ouvrière, faisait la déclaration suivante:

"Ma position en ce qui concerne l'unité d'action est constante. J'estime que la situation actuelle découle de l'incompréhension du gouvernement et du patronat qui précipitent l'unité d'action à la base. Gouvernement et patronat font ainsi le jeu du parti communiste et de M. Frachon, secrétaire générale de la C.G.T.

35. De son côté, le Bureau confédéral de la C.G.T. s'est réuni le 3 octobre et a publié à l'issue de ses débats le communiqué suivant:

"Il a entendu un compte rendu de la réunion commune avec les représentants de la C.G.T.C.

Après un examen des résultats de cette réunion et du communiqué de la Commission Exécutive de la C.F.T.C., le Bureau Confédéral donne mandat au camarade Le Brun de prendre contact immédiatement avec le Bureau de la C.F.T.C., en vue:

1. D'engager aussitôt les conversations pour établir un programme commun comportant:
  - a) les revendications économiques (salaire minimum garanti, échelle mobile, zones de salaires),
  - b) un programme économique constructif visant à pallier les menaces qui pèsent sur l'économie française; à promouvoir l'essor d'une économie nationale saine; à réformer la fiscalité, etc.
2. De poursuivre les conversations et échanges de vues jusqu'à l'aboutissement d'un accord afin de pouvoir, dans les délais les plus brefs, convoquer une réunion commune de toutes les centrales syndicales.



36. Le Comité confédéral national de la C.G.T., qui s'est réuni les 27 et 28 septembre dernier, s'est clos sur un discours de Benoit FRACHON, secrétaire général de la C.G.T., consacré principalement à l'unité d'action du mouvement ouvrier. FRACHON a donné la caractéristique suivante des activités syndicales actuelles:

"La caractéristique essentielle du mouvement ouvrier aujourd'hui, c'est le développement impétueux du courant favorable à l'unité d'action.

La classe ouvrière en a assez de la situation intolérable qui lui est faite. Durant plusieurs années, elle s'est battue avec courage pour défendre ses salaires et ses conquêtes sociales.

Elle a tiré les enseignements de chacune de ses luttes. Elle s'est rendu compte que sa faiblesse résidait dans sa division. Elle veut à tout prix corriger cette faiblesse.

Elle a pris conscience que son unité lui donnait la force de vaincre.

En moins de trois semaines, elle vient d'imposer au gouvernement et au patronat des augmentations provisoires de beaucoup plus importantes que celles qu'ils avaient prévues.

Mais les travailleurs n'entendent pas en rester là.

Ils savent bien que gouvernement et patrons ont déjà pris toutes dispositions pour lui reprendre ce qu'ils lui ont donné. Ils veulent que finisse un état de choses qui les conduit à la misère.

C'est pourquoi ils s'organisent, s'unissent pour que cela change une bonne fois."

FRACHON a ajouté:

"La classe ouvrière marche à grands pas vers son union totale. Nous devons redoubler d'efforts pour que rien n'arrête cette marche à l'unité.

Nos propositions aux autres centrales sont simples, honnêtes, elles répondent aux désirs et aux intérêts de tous les salariés, sans distinction d'opinion ou de croyance.

Il est impossible que des dirigeants ouvriers, qui ont le seul souci d'accomplir leur mission de défense des travailleurs, se dérobent, non pas à l'appel de la C.G.T., mais à l'appel de millions de travailleurs qui souffrent, et que nous n'avons fait que traduire.

"Tous ceux qui sont libres de toute sujétion à l'égard du gouvernement et du patronat peuvent et doivent faire l'effort de compréhension, de concessions mutuelles, au bout desquels il y a la victoire de la classe ouvrière.

Le problème n'est pas compliqué pour les honnêtes gens, puisque le courant d'unité s'est particulièrement renforcé sur la base

/des déclarations.....

des déclarations communes des représentants de toutes les centrales.

La C.G.T., ses organisations, ses militants feront ce qu'attendent d'eux les travailleurs. Nous sommes sûrs que nous ne serons pas les seuls.

L'unité se fera parce qu'elle est le seul moyen pour que la situation des travailleurs change et qu'ils veulent que cela change.

Nous serons patients, persévérants. Nous démasquerons les mensonges et les calomnies de nos adversaires communs, et les honnêtes gens que le pilonnage de la radio et de la presse tente d'entraîner dans l'erreur, seront à même de se faire une opinion exacte sur les raisons de cette propagande.

Nous soutiendrons toute manifestation, toute initiative venant des masses elles-mêmes pour renforcer l'unité et, avec tous les travailleurs, nous écarterons de la route qui nous conduit à l'unité et à la victoire, tous les obstacles que cherchent à y accumuler les adversaires de la classe ouvrière et les ennemis de l'unité."

D'ailleurs toute la session du C.C.N. était sous le signe de l'unité d'action. Le discours d'ouverture fait par Henri RAYNAUD, un des secrétaires confédéraux, était dominé par trois idées essentielles: "L'unité d'action a déjà marqué de très importantes victoires... L'unité se renforce... Elle ira jusqu'à l'union totale pour des victoires décisives."

La résolution adoptée par le C.C.N., à l'issue de ses travaux, contient la déclaration suivante au sujet du développement de l'unité d'action:

"Le C.C.N. déclare qu'il ne soulèvera jamais la moindre objection à la participation de l'une ou l'autre des centrales syndicales à une action commune uniquement inspirée du souci de défendre les conditions d'existence des masses ouvrières.

Malgré des divergences sur certains problèmes, il est assez de points communs pour réaliser un large accord que veulent et qu'attendent les syndiqués de toutes tendances et les non-syndiqués.

Il constate avec satisfaction que la plupart des organisations des syndicats et syndiqués de toutes tendances soutiennent cette action commune et la réalisent eux-mêmes."

37. A la veille de l'ouverture du Congrès de l'Union des syndicats parisiens (C.G.T.), André TOLLET, secrétaire de cette Union, déclare (Humanité du 24.10.51) que la préoccupation centrale du Congrès sera: faire avancer l'unité. Il affirme que le courant vers l'unité d'action s'étend, que plus de 15 sections syndicales uniques se sont constituées à Paris et dans la banlieue.

38. En effet il faut constater qu'un grand appui est donné à l'action de la C.G.T. par la formation, dans plusieurs usines, des sections syndicales uniques qui groupent des adhérents des diverses centrales syndicales.

Jusqu'à la date, la presse communiste a cité 28 sections syndicales uniques, dont 17 dans la région parisienne. Parmi les cas cités il n'y a que des petites et moyennes entreprises. Les communistes n'ont pas encore réussi d'unifier des travailleurs dans aucune grande industrie

39. Du 25 au 28.10.51 s'est tenu, à Paris, le Congrès de l'Union des syndicats cégétistes de la région parisienne. Eugène HENAFF, secrétaire général de cette Union, précisait, avant l'ouverture de ce Congrès (Le Peuple du 18 au 24.10.51) que l'unité de la classe ouvrière sera au centre des préoccupations de chaque délégué en vue de son renforcement à l'atelier, au bureau, au chantier, à l'école. Une autre préoccupation sera l'action revendicative, mais cette lutte pour les salaires ne peut pas faire oublier aux travailleurs le danger fasciste. Enfin, déclarait HENAFF, le Congrès de l'Union des syndicats aura à faire le bilan de sa participation aux combats pour la paix, contre le réarmement de l'Allemagne, et il ajoutait:

"Dans le même temps, en développant, expliquant le plan de rénovation économique et sociale, il participera à l'opposition de la classe ouvrière à la fabrication et au transport du matériel de guerre, pour fabriquer et transporter ce qui correspond aux besoins de la populations".

Dans son rapport présenté au Congrès, Eugène HENAFF affirmait que dans la région parisienne existait 680 syndicats, 87 Centres Intersyndicaux (Seine) et 25 Unions Locales (Seine-et-Oise) affiliés à la C.G.T. Dans son rapport, HENAFF a consacré beaucoup d'attention à la participation de l'Union des syndicats à la campagne pour la paix et à l'action pour l'unité de la classe ouvrière.

#### 40 F.N.D.I.R.P. Activity

Le mot d'ordre de l'Unité d'Action est appliqué par toutes les organisations apparentées au Parti. Parmi celles-ci la F.N.D.I.R.P. du 10 rue Leroux, à Paris (16e), vient de convoquer ses adhérents à participer à la "Grande Journée Nationale d'Unité d'Action pour les Droits et Revendications des Déportés, Internés et Familles de Disparus" qui aura lieu, le 4 novembre, à la Salle des Fêtes de la Mairie d'Issy-les-Moulineaux.

#### G. Economic Issues

41. Le corps enseignant en France étant fortement noyauté par les Communistes, le P.C.F. choisi ce secteur des Services publics pour amener les fonctionnaire. Il a préparé soigneusement la rentrée des classes. Au début des vacances ses efforts ont été couronnés de succès et un Comité d'Action Universitaire se constitua.

/Ce comité...

Ce Comité, n'ayant pas obtenu satisfaction des revendications présentées au gouvernement, a déclenché, le 3 octobre la grève des examens du baccalauréat. Cette grève qui se prolongea pendant tout le mois d'octobre ne fut, malgré les efforts de la C.G.T., que partiellement soutenue par les autres fonctionnaires, qui entretemps ont obtenu du gouvernement une majoration et leurs salaires.

En effet, la décision d'augmenter le salaire garanti a apaisé les travailleurs et ils ne montrent que peu d'enthousiasme pour un mouvement général de grève. On remarque actuellement une sensible diminution de la tension revendicative, mais les communistes espèrent un rebondissement à mesure que le coût de la vie augmente.

#### H. PROPAGANDA AMONG TEACHERS

42. Le P.C.F. intensifie la propagande parmi les instituteurs. Il vient d'initier la publication de la revue mensuelle "L'ECOLE ET LA NATION" sous la direction d'Etienne FAJON, secrétaire co-opté du Parti. André PIERRARD, député du Nord, est le rédacteur en chef de la revue. Son Comité de rédaction est composé de : Raoul CALAS et André VOGUET, membres du Comité Central; Mme E. SECRET-RIOU, professeur d'Ecole Normale, inspectrice de l'Enseignement primaire; BESSE Guy, professeur d'école normale; BOULVANT Rémy, député de Saône-et-Loire, collaborateur de la Section centrales des Cadres; DISSONVILLE Gaston, député de Pas-de-Calais; DELANOUE Paul, membre du Bureau de la Fédération de l'Education Nationale (C.G.T.); LAMPS René, député de la Somme, ancien membre du Comité Central. THAMIER Henri, ancien député du Lot. TOURTAUD Auguste, membre de la Commission centrale de Contrôle financier, GRAPPE Elise, député de l'Isère; MARZIN Madeleine, conseillère municipale de Paris. VOLAT René est le secrétaire de rédaction et Robert ENARD, professeur du Cours complémentaire industriel de DRANCY (Seine), est l'administrateur de la revue.

La rédaction de "l'Ecole et la Nation" définit ainsi ses buts: la revue se propose d'apporter aux instituteurs des réponses à leurs inquiétudes et aux questions qu'ils sont amenés à se poser;

"Expression du P.C.F., "l'Ecole et la Nation" fera connaître aux instituteurs l'action du Parti pour la défense de l'école laïque, pour le triomphe de leurs revendications, pour la sauvegarde des libertés démocratiques, contre la menace du fascisme et pour la défense de la paix".

La revue combattra pour la défense de l'Union Soviétique: elle s'efforcera aussi de donner aux instituteurs une connaissance plus exacte du P.C.F.; elle aura l'ambition d'éclairer pour les instituteurs le chemin de l'Unité nationale.

Le premier numéro, daté d'Octobre, contient les articles d'André PIERRARD, de Raoul CALAS, de René VOLAT, de Mme E. SECRET-RIOU de Madeleine MARZIN, de R. DIQUELOU, de Guy BESSE, de Pierre GAMARRA et de Francis COHEN.

C'est Jacques DUCLOS, secrétaire générale par intérim du P.C.F. qui a tenu à souligner personnellement l'importance de cette nouvelle publication du parti. Il déclarait notamment (l'Humanité du 20.10.51) qu'en publiant cette revue, le P.C.F. veut s'adresser directement aux instituteurs et aux institutrices qu'il sait sensibles aux manifestations de sincérité et de loyauté:

"L'Ecole et la Nation ne manquera pas de donner des informations sur ce qui se passe au pays du socialisme où les prodigieux efforts sont faits en faveur de l'enseignement et où sont réalisés de gigantesques travaux qui sont de magnifiques victoires de l'homme sur la nature.

Cette revue ne manquera pas non plus de mettre en relief l'activité de notre Parti et de ses élus tant pour la défense de l'école laïque contre tous ses ennemis déclarés ou camouflés que pour la défense des revendications du corps enseignant. Elle dira ce que les autres ont intérêt à cacher; elle fera connaître la vérité, sachant bien que c'est là le pire coup qu'on puisse porter à ceux qui vivent de mensonges.

Que les militants du Parti assurent un bon départ à L'Ecole et la Nation dont le succès servira la cause de l'école laïque, la cause de la liberté et du progrès humain, la cause de l'indépendance nationale et de la paix!

## PART V - COLONIAL ISSUES

### A. LES "14 DE LYON"

43. Le P.C.F. a saisi l'occasion du procès des 14 Algériens de chez Mandy, à Lyon, inculpés d'entrave à la liberté avec le M.T.L.D. Un Comité de Défense des "14" Algériens emprisonnés à Lyon s'est constitué à Paris, avec : la C.G.T., le P.C.F., le Secours Populaire Français (S.P.F.), le M.T.L.D., l'Union Démocratique du Manifeste Algérien (U.D.M.A.), les Etudiants Anticolonialistes, l'Association des Etudiants musulmans d'Afrique du Nord, l'U.J.R.F., l'U.J.F.F., le Mouvement contre Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix (M.R.A.P.), la Fédération des Produits Chimiques de la C.G.T., la Fédération du Textile de la C.G.T. et "L'Algérien en France". Au cours de sa première réunion, ce Comité a lancé un appel dans lequel on lit notamment:

"La solidarité du peuple de France qui vient d'arracher l'acquittement des 16 Martiniquais de Basse-Pointe doit obtenir l'acquittement des 14 de Lyon, emprisonnés parce qu'ils sont des travailleurs et parce qu'ils sont Algériens."

A l'issue de cette réunion, un collectif de travail chargé d'impulser la défense des emprisonnés a été constitué avec la C.G.T., le M.T.L.D., le S.P.F., l'Union des Syndicats de la Région Parisienne, la Fédération des Produits Chimiques de la C.G.T., un représentant de "L'Algérien en France" et les avocats chargés de la défense.

Ces avocats sont: Maîtres DOUZON, LEDERMAN, BRAUN et STIBBE du barreau de Paris, qui ont déjà plaidé dans les procès de Madagascar, de Bône, d'Alger, de Charleville et des 16 de Basse-Pointe. Maîtres QUATRE et JONTIE, du barreau de Lyon assurèrent également la défense. Les fonds collectés étaient envoyés à Henriette DAY, 4 Cité Monthiers, Paris (9-e), C.C.P. 5363 - 29)

/L'Algérien....

L'Algérien en France a publié, à cette occasion un numéro spécial, et une grande manifestation a eu lieu, le 28 septembre, à la salle Wagram, à Paris. Elle était présidée par Marcel WILLARD, avocat à la Cour. Les orateurs étaient: Raymond GUYOT, Député de Paris, membre du Bureau politique du P.C.F.; André TOLLET, Secrétaire de l'Union des Syndicats de la Région Parisienne (C.G.T.); Ahmed MEZERNA, du Comité directeur du M.T.L.D.; André MENETRIER, Secrétaire général du S.P.F.

Le tribunal s'est montré indulgent en n'infligeant que 15 à 45 jours de prison aux inculpés qui furent libérés le 29 septembre.

L'Humanité du 1-er octobre donne au résultat du procès le commentaire suivant:

"Ainsi, avec le procès des seize de Basse-Pointe, c'est en peu de temps deux victoires remportées contre la politique colonialiste du gouvernement. Un grand mouvement de solidarité s'est affirmé dans le pays à chaque fois en faveur des accusés. C'est à lui que l'on doit la liberté des victimes. La victoire obtenue à Lyon amènera la joie au coeur de tous et en particulier de ceux qui ont si bien fait connaître leur volonté."

#### B. The "Front Algérien"

44. Ahmed AKKACHE, membre du Bureau politique du Parti communiste algérien (P.C.A.), affirme (Démocratie Nouvelle du mois d'octobre) que le "truquage" des élections du 17 juin par le gouvernement général de l'Algérie a été la cause immédiate de la formation du "Front algérien pour la défense et le respect de la liberté":

"L'annonce du résultat fut accueillie dans le pays par une explosion de colère. Une nouvelle poussée unitaire se manifesta aussitôt.

Parallèlement, le Parti communiste algérien, qui s'est toujours présenté comme le parti de l'union et de l'action d'avant-garde pour l'indépendance, la paix et les revendications ouvrières et paysannes, avait renforcé ses positions. Dans toutes les villes où le vote fut relativement libre, il augmentait sérieusement le nombre des suffrages, arrivant même dans de nombreux centres en tête de tous les partis. Dans le premier collège (électeurs d'origine européenne), les candidats communistes obtenaient 22,0 des suffrages, ce qui donnait au Parti un visage encore plus authentiquement national, plus d'un cinquième des Algériens d'origine européenne approuvant en toute connaissance de cause sa juste politique d'indépendance.

Le vase était presque plein, le scandale du 17 juin le fit déborder. Et, dès les premiers jours du mois de juillet, les Oulémas (personnalités religieuses progressistes) convoquaient les représentants des trois grands partis nationaux à une réunion préliminaire où furent jouées les bases du Front algérien de la liberté. Le 25 juillet, le premier protocole d'accord était signé."

Ahmed AKKACHE prétend que le Front algérien rassemble déjà la presque unanimité du peuple:

"Ses premiers meetings à ORAN, CONSTANTINE, HUSSEIN-DEY, BLIDA, ORLEANSVILLE, etc..., ont rassemblé des foules considérables. Une trentaine de ses comités de base se sont formés dans toutes les villes importantes. Et de premiers succès s'inscrivent déjà à son actif.

"Un exemple entre autres, dans le domaine particulier de la répression: au mois de juillet dernier, 115 patriotes étaient condamnés par le tribunal de Bône à des peines atteignant au total 363 années de prison et 23 millions de francs d'amendes. Au mois d'août, le procès revenant en appel après la formation du Front algérien, l'acquiescement de plusieurs détenus fut arraché et les diverses peines ne totalisèrent plus que 145 années de prison et 550.000 francs d'amendes.

C'est là un des premiers résultats concrets de la formation du Front. Des hésitations et des réticences se font jour, même parmi les cadres traditionnels de l'administration française. Le désarroi est grand dans les milieux colonialistes, effrayés par l'élan et le dynamisme imprimés à un mouvement national qu'ils ont tout fait pour briser."

#### C. Algerian Communist Party

45. L'édition française de l'organe du Cominform (Paix et Démocratie du 28.9.51.) donne le compte rendu suivant de la Session du Comité Central du Parti communiste algérien qui s'est tenue les 8 et 9 septembre dernier:

Younès KOUCH, secrétaire du parti, a présenté un rapport sur la situation politique internationale et intérieure. Analysant les raisons du succès du "Front algérien pour la défense et le respect de la liberté," le rapporteur a souligné que le parti communiste avait été l'élément moteur qui a impulsé l'action du peuple algérien pour la réalisation de l'union. Le rapport sur les élections cantonales, fixées au mois d'octobre, a été présenté par le secrétaire du parti, Bachir Hadj ALI qui a fait au "Front algérien" la proposition de présenter dans toutes les circonscriptions électorales des candidats uniques du front. Au cours de la session on a souligné l'activité insuffisante des sections et des cellules du parti dans la campagne de signatures pour un pacte de paix, la nécessité d'accentuer le travail de la presse du parti dans ce domaine.

Caractérisant l'attitude du parti communiste algérien à l'égard du Front algérien, André MOINE, secrétaire du parti, a déclaré dans son discours de clôture:

"Ce front est un front anticolonialiste unifié qui isole les colonialistes, sape leurs réserves, affaiblit leurs positions, y compris leurs positions en vue de la guerre impérialiste. Pour nous, communistes, le Front algérien ne constitue en aucune façon une manœuvre, une tactique occasionnelle ou simplement électorale. Le Front algérien est pour nous une alliance durable (souligné dans le texte) de la classe ouvrière, des paysans, de la bourgeoisie nationale contre un seul ennemi: le colonialisme!"

Au cours de la session, Ali YAMM, secrétaire du Parti communiste marocain, et Georges THEVENIN, représentant du P.C.F., ont prononcé des discours de salutation.

La session a adopté un appel au peuple algérien, un programme électoral du parti, une adresse aux emprisonnés politiques, une résolution sur les tâches des membres du Comité Central, un télégramme de salutation au Comité Central du P.C.F.

/D. Trade....

D. Trade Union meeting at BAMAKO

46. Gaston DONNAT, membre de la Commission confédérale des pays d'outre-mer de la C.G.T., annonce (Le Peuple du 18 au 24.10.51.) que, du 22 au 27 octobre, vont se tenir à BAMAKO, des assises syndicales. Maurice CARROUÉ, Marcel DUFRIÈRE et Jacqueline FINALE vont y représenter la C.G.T.; DONNAT affirme que la conférence permettra le renforcement des mouvements syndicaux africains et sa réussite sera un coup sérieux porté au camp occidental dans un secteur important du combat pour la paix. DONNAT déclare que c'est grâce à la C.G.T. que les travailleurs africains pourront se réunir à BAMAKO.

PART VI - INTERNATIONAL CONTACTS

A. Moscow Economic Conference

47. L'Humanité du 31 octobre annonce que des délégués de seize pays ont tenu, les 27 et 28 octobre, à Copenhague, sur l'initiative du Conseil Mondial de la Paix, une réunion préparatoire en vue d'organiser la rencontre économique internationale à Moscou. Parmi les représentants français à Copenhague figuraient Alfred SAUVY, directeur de l'Institut national d'Etudes démographiques; Pierre LE BRUN, secrétaire de la C.G.T.; Robert CHAMBEIRON, ancien député progressiste. Le comité d'organisation de la conférence de Moscou, qui comprend 32 membres, a fixé la date de celle-ci à la semaine du 3 au 10 avril 1952. Plus de 400 économistes, industriels, paysans, commerçants, techniciens et syndicalistes y doivent participer.

(Note: Humanité of 2nd November carries a further announcement, giving names of members of the Comité d'Initiative.)

B. The World Peace Council

48. Le 29 octobre, avant leur départ pour Vienne, où doit se réunir, du 1-er au 5 novembre, le Conseil Mondial de la Paix, les membres français de ce Conseil ont donné une conférence de presse dans un salon de l'Hôtel des Deux-Bondes, sous la présidence de Gabriel d'Arboussier, vice-président du Conseil Mondial.

Yves FARGE, dans un court exposé, a souligné l'action du Conseil Mondial de la Paix depuis le Congrès de Varsovie. Il a dit que le Conseil a établi une "théorie de la paix par la paix s'opposant à la théorie de la paix par la force."

49. Les délégués du Conseil Mondial de la Paix: JOLIOT-CURIE Frédéric, président de ce Conseil; Mme. COTTON Eugénie, présidente de la F.I.D.F.; FARGE Yves, président du Conseil national de la Paix, ainsi que les professeurs INFELD Léopold et BONNARD André, ont été reçus le 23.10.51. par MM. BOISSIER, GLOOR et BODMER, vice-présidents du Comité international de la Croix Rouge, assistés par quelques membres de la direction de ce Comité. Ces entretiens avaient lieu à la demande du Conseil mondial de la Paix (Humanité du 24.10.51.).

/C. The W.F.T.U.



C. The W.F.T.U.

50. Le Peuple, organe officiel de la O.G.T., annonce (le numéro du 25 au 31 octobre) que le 15 novembre prochain s'ouvrira à Berlin, dans le secteur oriental, le Conseil général de la F.S.M. qui sera précédé des réunions du Bureau exécutif et du Comité exécutif:

"Le projet d'ordre du Jour du Conseil général a été ainsi fixé par le Bureau exécutif de la F.S.M., lors de sa dernière réunion, du 2 au 6 juillet 1951, à Vienne:

1. Discours d'ouverture, par le camarade DI VITTORIO, président de la F.S.M.
2. Salutations de la Fédération des Syndicats libres d'Allemagne, par le camarade MARKE, son président.
3. Rapport général sur les activités de la F.S.M., par le camarade Louis BILLANT, secrétaire général de la F.S.M.
4. L'unité des travailleurs pour le relèvement de leur niveau de vie et contre les conséquences économiques et sociales de la politique de préparation à la guerre, par le camarade Benoit FRACHON, secrétaire de la O.G.T., membre de Comité exécutif.
5. Rapport de la Commission des commissaires aux comptes.
6. Questions diverses.
7. Adoption des résolutions.

/D. Delegations.....

D. Delegations to U.S.S.R.

51. La revue mensuelle FRANCE-U.R.S.S. publie, dans son numéro d'octobre, la déclaration collective des 15 membres de la Délégation France-U.R.S.S. au pays soviétique. La délégation, après avoir passé une semaine à Moscou, est partie pour GORKI où elle est arrivée le 5 août. Elle est restée trois jours dans cette ville, puis elle a pris le bateau pour descendre la Volga jusqu'à STALINGRAD, en s'arrêtant une journée à OULIANOVSK et une journée à SARATOV. Après 36 heures passées à STALINGRAD, elle est rentrée à MOSCOU le 15 août.

Cette déclaration contient la conclusion suivante:

"Nous avons mieux compris, en visitant l'Union Soviétique, notre responsabilité dans la lutte que mènent tous les hommes de progrès en faveur de la paix.

"Nous nous sommes engagés devant les travailleurs et devant les enfants soviétiques à ne pas ménager nos forces pour défendre la paix, aussi précieuse au peuple français qu'au peuple soviétique.

"Pour cela, il suffira de dire la vérité.

"Nous mesurons la portée de notre engagement et nous y serons fidèles."

La déclaration est signée de: Jean BABY, professeur, président de la Délégation; Suzanne CAGE, membre du Bureau national de la France-U.R.S.S.; Bernard LAFAILLE, ingénieur-architecte; Vladimir PROLOW, maître de recherches au Centre national de la Recherche scientifique; Georges SORLI, écrivain, journaliste, rédacteur en chef de CE SOIR; Jean CAZILBOU, rédacteur en chef du journal LES ALLOBROGES; Pierre SIMONOT, médecin; Eugène GALIGNIE, professeur; Rolland TALLEUX, métallurgiste; Louis CHAULET, métallurgiste; Gabriel GAMET, cheminot; Denise JOUVIN, midinette; Nally ORU, ménagère; Henri MONDET, mineur; Pierre CHEVRIER, ouvrier agricole.

52. En août-septembre une délégation des médecins français a fait un séjour en U.R.S.S. Elle était composée de:

Prof. Benjamin WEILL-HALLE, membre de l'Académie de Médecine, président de l'Union nationale des Médecins pour la Paix.

Mme. Marie-Andréa WEILL-HALLE (femme du précédent), gynécologue.

Dr. Alfred Georges BOURGUIGNON, électroradiologue, membre de l'Académie de Médecine.

Prof. NERLE D'AUBIGNÉ, professeur de clinique chirurgicale à la Faculté de Médecine de Lyon.

Dr. Marie-Jean RUIER, membre de l'Académie de Chirurgie.

Prof. Georges HEUYER, professeur de Psychiatrie infantile à la Faculté de Médecine de Paris.

Dr. Paul Louis Charles BARROIS, ophtalmologiste, auteur d'études sur FILATOV, assistant à la Pitié.

Dr. Pierre ROUQUES, chirurgien, conseiller municipal de Paris (P.C.F.)

Dr. Lazare KATZ, psychiatre, rédacteur à 'Médecin Français'.

Dr. Louis WICLART, assistant à l'Institut du Cancer.

Prof. Pierre-Louis WERTHEIMER, professeur de clinique chirurgicale à la Faculté de Médecine de Lyon.

Dr. Fernand François Georges LAMAZE, accoucheur, ancien chef de clinique à la Faculté de Médecine de Paris.

Dr. Yves OACHIN, ancien chef de clinique à la Faculté de Médecine de Paris.

Dr. François MOUTIER, secrétaire de la Société de Gastroentérologie.

Dr. Hector Henri Robert DESCOMES, phthisiologue.

Dr. Victor LAFITTE, psychiatre, attaché à l'Hôpital Saint-Antoine, secrétaire de rédaction de 'Médecin Français'.

53. Quatorze universitaires français, représentant le 'mouvement des universitaires unis par la menace d'une nouvelle guerre mondiale', et qui viennent d'effectuer un séjour en Union Soviétique, ont fait, à Moscou, le 27 septembre, une déclaration à la presse internationale. Ces universitaires se nomment: Mes Lucie AUBRAC, professeur au Lycée Claude-Bernard à Paris; LATIL, institutrice à Aix-la-Provence; MM. BESSE,

professeur à l'École normale d'Instituteurs de la Seine; BOUVIER, professeur au Lycée du Parc à Lyon; BOYER, professeur au Lycée Thiers à Marseille; DENEYS, inspecteur primaire des Bouches-du-Rhône; GABRIEL, directeur d'école à Paris; GAILLARD, professeur à la Faculté des Lettres de Lille; GORSE, professeur de Cours complémentaire à Toulouse; MARGOLIN, professeur au Lycée Faidherbe à Lille; ONETO, professeur au Lycée Michelet; PINTO, professeur à la Faculté de Droit de Lille; POUGET, professeur au Lycée Buffon; VIE, instituteur à Toulouse. Dans cette déclaration on trouve le passage suivant: (l'Humanité du 1-10-51):

'Le ministre de l'Enseignement supérieur nous a assurés qu'il serait heruerx que les ouvrages et les revues scientifiques soviétiques pénètrent plus nombreux dans nos universités et établissements d'enseignement.

'Le recteur de l'Université de Moscou et plusieurs professeurs des différentes Facultés ont bien accueilli notre vœu de voir se développer, entre nos deux pays, les relations entre spécialistes, les communications de livres et de revues, les échanges de professeurs et de chercheurs, soit directement entre Facultés, soit par l'intermédiaire de la Recherche scientifique ou de la direction des affaires culturelles du ministère des Affaires étrangères de France. Le recteur a approuvé en principe, de tels échanges, tout en remarquant que des décisions pratiques ultérieures devraient être étudiées. Nous nous proposons, de notre côté, d'agir avec vigueur pour obtenir que le principe de tels échanges soit accepté par les autorités compétentes françaises et que toutes facilités soient données pour leur réalisation.

#### POUR UNE CONFÉRENCE MONDIALE DES ENSEIGNANTS POUR LA PAIX

'Nous avons été heureux ensuite de voir que les représentants de nos collègues soviétiques au Comité de la Paix approuvaient le texte de notre Appel; qu'ils accueilleraient avec chaleur l'idée d'une conférence mondiale des enseignants pour la paix et qu'ils étaient prêts à envoyer en l'hiver. Ce succès de nos propositions est pour nous un grand réconfort et un encouragement dans notre lutte pour empêcher les horreurs d'une nouvelle guerre mondiale et nous donne une confiance accrue dans l'issue heureuse de cette lutte.

54. Le Bureau confédéral de la C.G.T. a reçu une invitation du Conseil central des syndicats soviétiques pour une délégation de dix syndicalistes français, à l'occasion du 34<sup>eme</sup> anniversaire de la Révolution d'octobre. Cette délégation sera composée comme suit:

Lucien MONJAUVIS, secrétaire de l'Union des syndicats de la région parisienne; G. ANDRICO, secrétaire de la Fédération des Services publics; M. ANDREANI, secrétaire du syndicat des dockers des Bouches-du-Rhône; et à titre des meilleurs animateurs de la lutte pour la paix et meilleurs collecteurs de signatures pour un pacte de paix entre les Cinq Grands et contre la remilitarisation de l'Allemagne; F. LEGAGNEUX, secrétaire de l'U.D. de la Seine-Inférieure; E. RYELANDT, de l'usine C.I.M.A. WALLUT dans le Nord; M. MOREEUX, secrétaire du syndicat des métaux de COURBEVOIE; Francine WASSELIN, membre de la Commission administrative de l'U.D. du Pas-de-Calais; J. ACHENZU, peintre de bord, à Marseille; Germaine BOUTOT, membre de la Commission exécutive des industries chimiques de la région parisienne; Denis HILLIEN, trésorière du syndicat du commerce de la région parisienne. (Le Peuple du 25 au 31 octobre.

E. Delegations to the Popular Democracies.

55. Vingt-quatre Français et Françaises, invités par le Comité des Relations Culturelles avec l'étranger, ont parcouru la Pologne et ont visité VARSOVIE, POZNAŃ, KATOWICE, CRACOVIE et AUSCHWITZ:

Janine POUISSOLNOUSE, écrivain; Jeanne CLODIO, ménagère; Germaine GOUJON, secrétaire; Lucienne NAVAIL, professeur de collège; Jeanne TETART, secrétaire; Joannès AMBRE, avocat; Jean AUBERTIN, juriste; Henri BARTAIL, instituteur; René BENTON, ingénieur; René BORNAREL, architecte; Pierre CHARRIER, avocat; Auguste CLODIO, docteur; André DEMEURE, élève-maître; Jean EFFEL, dessinateur; Michel GOUJON, chauffeur de taxi; Christian GRISOLI, avocat; Louis Héron DE VILLEFOSSE, écrivain; Martial HOUTIN, cheminot; Joseph PEIRON, journaliste; Roland DE PURY, pasteur; Louis ROC, professeur à l'École des Beaux-Arts; Charles SEUTIN, mécanicien; Raymond SOULIER, instituteur; Sacha VIERNY, cinéaste. (Action 4 - 10-10-51).

56. Parmi les neuf pasteurs français qui, en compagnie de trois pasteurs anglais, ont fait, du 12 au 22 septembre, un voyage d'études en Hongrie, se trouvaient; pasteur Albert FINET, de Paris, rédacteur en chef de REFORME; pasteur Emile GREINER, de Paris; rédacteur en chef du LUTHERIEN; pasteur réformé René ROGNON, de Paris; pasteur réformé André GAILLARD, de Toulouse (Action du 11 au 17-10-51).

PART VII - MISCELLANEOUS

Mgr. SALIEGE, Political Intervention:

57. Le 23 septembre, l'Association des Anciens F.F.I.-F.T.P. avait organisé à BOURGES une manifestation nationale pour attirer l'attention de toute la Résistance sur la situation d'Henri MARTIN. A cette manifestation ont participé 51 délégués de la région toulousaine. Ceux-ci ont adressé, le 4 octobre, une lettre à Mgr. SALIEGE, cardinal-archevêque de Toulouse avec la demande de recevoir une délégation et de joindre sa voix à toutes celles qui demandent la libération d'Henri MARTIN. La délégation fut reçue le 6 octobre et, dès le lendemain, le cardinal-archevêque écrivait au Président de la République lui demandant la liberté d'Henri MARTIN. (l'Humanité du 13-10-51).

The Childhood conference.

58. En parlant de la Conférence de l'Enfance, tenue le 21 octobre à la Sorbonne, Germaine GUILLE, secrétaire confédérale de la C.G.T., déclare (Le Peuple du 18 au 24-10-51) que le travail des commissions a permis l'élaboration des rapports qui seront présentés le 21 octobre. Des travaux de la rencontre de ces membres est né le projet de Charte de l'Enfance qui sera mis en discussion et définitivement établi et adopté: 'La Conférence du 21 octobre ne sera qu'une étape vers le but que nous poursuivons. La Charte qui sortira de ses travaux prévoit, entre autres clauses, la création d'un Comité primordiale de veiller à l'exécution des résolutions adoptées.'

C'est M. LABRUSSE, président de la Fédération Nationale des Parents d'Elèves des Ecoles Publiques, qui a présenté la Charte de l'Enfance. En fin de séance, M. WALLON, professeur honoraire au personalities proposées pour être membres du Conseil Permanent de Défense de l'Enfance. D'autres noms viendront s'ajouter ultérieurement à cette liste. La Conférence a décidé qu'une délégation désignée par le Conseil Permanent irait porter la Charte de l'Enfance au Président de la République.

En outre, professeur WALLON présenta l'appel et le programme pour la tenue d'une Conférence Internationale de l'Enfance qui se tiendra, à Pâques, à Vienne, en Autriche. On a constitué le Comité de patronage international de cette Conférence. Pour la France, les membres de ce Comité sont: Docteur HEUYER Georges, professeur de neuro-psychiatrie infantile à la Faculté de Médecine; MONOD, directeur honoraire de l'Enseignement secondaire; Madame COTTON Eugénie; professeur WALLON; Madame ROSNY Françoise, artiste; VERMEIL Edmond, professeur à la Sorbonne et à l'Ecole des Sciences Politiques. (Femmes Françaises du 27-10-51)

La C.G.T. dans le communiqué du Bureau fédéral du 24 octobre apporte son appui complet à l'action entreprise par la Conférence de l'Enfance:

Le Bureau confédéral, après avoir entendu le compte rendu fait par la camarade Germaine Guillé, se félicite du succès remporté par la Conférence nationale de l'enfance, du 21 octobre, et fait sienne la charte qui y a été élaborée.

Il appelle les organisations syndicales à continuer leurs efforts en vue de la préparation de la Conférence internationale de Vienne et à aider à l'élargissement des comités départementaux et à leur fonctionnement.